



Nîmes, le 10 octobre 2025

Rapport de la Chambre régionale des comptes Intervention de la Présidente du Conseil départemental du Gard, lors de la séance plénière du 10 octobre 2025

Seul le prononcé fait foi

Merci aux Présidents de groupe pour leur intervention.

Je souhaite maintenant revenir sur le rapport pour partager notre analyse politique à son sujet, le recontextualiser et le mettre en perspective.

En effet, nous n'avons pas attendu ce rapport pour voir que les injonctions contradictoires de l'Etat et la crise économique nous plaçaient dans la difficile mais classique situation de l'effet ciseaux : à savoir une augmentation des dépenses contraintes et imposées par l'Etat (sans compensation à l'euro près) et une baisse des recettes dues à la crise.

Je le rappelle à nouveau, en l'absence de levier fiscal, nous sommes tributaires des aléas économiques et du marché de l'immobilier, et notre seul moyen d'action est de réduire les dépenses que nous maîtrisons encore.

Or c'est quand la crise économique nous impacte que les Gardois ont le plus besoin du Conseil départemental.

Ce système de financement et sa logique, je le dis clairement, sont injustes, inefficaces et vont à l'encontre de la décentralisation.

Dans ce rapport, il y a globalement un constat partagé et sans surprise : notre situation financière est passée d'excellente à préoccupante... sans que cela puisse nous être reproché. Le rapport de la CRC confirme ce que nous savons depuis longtemps : nos recettes baissent, nos dépenses augmentent, et notre marge de manœuvre se réduit.

Mais ce n'est pas une surprise.

D'ailleurs, vous le savez tous ici, nous n'avons pas attendu ce rapport pour agir.

Dès 2024, nous avons mis en place un plan d'économies ambitieux, tout en maintenant un niveau d'investissement historique pour notre territoire.

Concernant les recettes : la CRC pointe à juste titre la chute des Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO), qui sont passés de 185 M€ en 2022 à 143 M€ en 2023.

Ces recettes, sur lesquelles nous n'avons aucune maîtrise, représentent une part croissante de notre budget.

Quand l'immobilier ralentit, quand les taux montent, ce sont nos recettes qui s'effondrent. Et l'État ne compense pas ces baisses de recettes ni ne nous autorise à aller en chercher d'autres.

En face de ces recettes en baisse, il y a des dépenses à la hausse.

La CRC le confirme : 58 à 70 % de la hausse des dépenses est liée à des facteurs exogènes, décidés par l'État : revalorisations d'allocations, effets du Ségur, progression des allocations individuelles de solidarité (APA, PCH, RSA).

Ce ne sont pas des choix inconsidérés de notre part, mais des dépenses obligatoires, non compensées.

Entre 2024 et 2025 les estimations d'augmentation des dépenses contraintes rien que dans le domaine du social c'est 17,5 M€ supplémentaires dont voici le détail :

+ 7,5 M€ des dépenses APA à domicile et en établissement

+ 2 M€ pour tenir compte des nouvelles ouvertures de droits PCH en 2024

+ 4 M€ des dépenses aides sociales dans le domaine de l'autonomie liées aux augmentations de tarifs 2024

+ 1 M€ impact de l'augmentation du SMIC pour les services d'aides à domicile

+ 2,5 M€ d'évolution des dépenses opposables des établissements de l'enfance

Quand l'Etat décrète ces hausses, c'est à coup de millions que l'on sent l'impact sur nos finances.

Je rappelle que le reste à charge pour les allocations individuelles de solidarité atteint plus de 120 millions d'euros par an, soit l'équivalent d'une année entière d'investissement départemental.

Voilà le vrai sujet.

Et là, je veux être claire : c'est un problème qui touche tous les départements de France, qu'ils soient dirigés par la gauche, la droite ou le centre.

Nous sommes tous confrontés aux mêmes défis.

La différence, c'est que certains départements ont des populations moins pauvres, moins vieillissantes, et donc des charges sociales moins lourdes.

La CRC relève que nous maintenons un haut niveau d'investissement – autour de 120 millions d'euros par an, et elle s'en inquiète.

C'est exact, et c'est un choix politique pleinement assumé.

Parce que l'investissement, ce n'est pas une charge, c'est un levier.

Un levier pour moderniser nos infrastructures, réduire à termes nos frais de fonctionnement et d'entretien.

Un levier pour soutenir nos communes et faire vivre un cercle vertueux pour l'économie locale. Un levier, enfin, pour offrir de la stabilité là où l'État n'en offre plus.

Quelques exemples. Nous avons modernisé nos collèges en y faisant des travaux d'isolations et de chauffage, nous avons renouvelé nos équipements numériques, amélioré la restauration scolaire...

Ce n'est pas du luxe et c'est important pour réduire nos budgets de fonctionnement. C'est de l'investissement pour l'avenir de nos enfants.

Les routes, les pistes DFCI, les réseaux d'eau, ces infrastructures, si nous ne les entretenons pas aujourd'hui, elles nous coûteront demain beaucoup plus cher en réparations d'urgence. Nous allons enfin pouvoir investir près de 25 millions d'euros dans la sécurisation du barrage de Ste Cécile...

Vous êtes nombreux dans cette Assemblée à être Maires ou élus municipaux vous savez ce qui se passe quand on n'investit pas assez en amont, la facture est toujours plus chère à l'arrivée.

Investir, c'est aussi notre façon de résister à la perte d'activité économique, à l'abandon des territoires ruraux ou des quartiers, et à la précarité croissante.

La CRC s'intéresse et c'est bien normal à notre endettement.

Comme l'ensemble des collectivités, nous empruntons pour investir pas pour financer le fonctionnement. Contrairement à l'Etat qui emprunte pour combler ses déficits.

Je l'ai déjà dit nous assumons notre politique d'investissement et nous en finançons une partie par l'emprunt. Le moins possible bien sûr et nous avons pu quand les résultats des DMTO étaient meilleurs, en profiter pour limiter nos emprunts et même nous désendetter.

Alors certes le fameux ratio de désendettement nous place un peu au-dessus de la norme des 12 ans, mais nous ne sommes pas dans une situation préoccupante de ce point de vue.

La CRC se penche ensuite sur ce qu'elle appelle "dépenses de fonctionnement" et qui sont en fait des services publics.

Nos 145 millions d'euros d'achats annuels répondent à une haute exigence de transparence, d'efficacité et de qualité. Nous avons d'ailleurs réussi à réduire de manière importante nos dépenses énergétiques grâce aux investissements des années passées.

Donc quand le rapport parle de maîtriser les dépenses de fonctionnement, c'est surtout à la masse salariale qu'il fait référence. Là aussi nos leviers sont limités et les dépenses imposées par l'Etat sont nombreuses.

Pour rappel les augmentations contraintes en termes de RH 2025 ont concerné la :

- La prévoyance : minima en rendant la prévoyance obligatoire pour l'ensemble des agents
- Le Glissement vieillesse et technicité (GVT) : + 5 000 000 € (+2.5%) pour les agents et + 15 000 € pour les élus
- La Hausse du SMIC : + 1 500 000 € (2%)

Alors oui, comme nous le faisons depuis 2021, et de manière renforcée depuis 2024, nous ferons des économies là où c'est possible, en réduisant notre recrutement, en ne renouvelant pas systématiquement les cdd ou les départs à la retraite, en privilégiant les formations en interne...

Mais derrière ces données, il y a des hommes et des femmes :

Ce sont les travailleurs sociaux qui accompagnent les familles en difficulté.

Ce sont les agents des routes qui entretiennent nos infrastructures.

Ce sont les agents de l'ASE qui s'occupent de notre jeunesse en danger.

Ce sont les médiateurs qui travaillent dans les quartiers pour prévenir les conflits.

Ce sont les cuisiniers et les cuisinières de nos collèges, qui préparent chaque jour des repas pour nos enfants.

Ce sont les pompiers, qui risquent leur vie pour nous protéger

Et la liste complète est longue et je veux aussi y inclure tous ceux, administratifs, qui font marcher cette institution de manière efficace.

Alors oui, comme nous le faisons depuis 2021, et de manière renforcée depuis 2024, nous ferons des économies là où c'est possible.

Mais nous ne renoncerons pas à notre mission de service public.

Nous ne laisserons pas tomber les plus fragiles.

Parce que c'est ça, la solidarité. Et c'est ça, notre engagement.

Je veux évoquer le SDIS un instant.

Sur ce point j'ai tenu à répondre de manière détaillée à la CRC.

Le soutien renforcé au SDIS n'est pas simplement un « choix de gestion » comme le laisse entendre la CRC : il relève d'un véritable choix de responsabilité politique.

Face à la montée des risques climatiques, tels que les incendies et les inondations, qui sollicitent de plus en plus les moyens du SDIS, il est indispensable d'adapter nos ressources humaines et matérielles.

Les missions du SDIS – secours, soins d'urgence, et transport de victimes – restent essentielles, surtout lorsque les solutions privées ou de l'Etat manquent.

Notre responsabilité collective est d'assurer que le Gard bénéficie d'un SDIS efficace et adapté aux enjeux actuels.

Depuis le début de cette mandature, nous avons œuvré pour donner à ce service les moyens nécessaires pour protéger les Gardoises et les Gardois. Soutenir le SDIS, c'est affirmer notre engagement en faveur de la solidarité et de la sécurité de tous.

Parallèlement de son côté le SDIS du Gard travaille d'ores et déjà à revisiter en profondeur son organisation interne, dans le but d'optimiser ses modes de fonctionnement et de maîtriser au mieux ses dépenses, avec notamment la mise en place d'un contrôle de gestion.

Le rapport évoque notre plan d'économies et nos efforts de maîtrise des dépenses de personnel.

En effet, nous n'avons pas attendu la CRC pour agir.

Dès 2024, nous avons lancé un plan d'économies de 31 M€, en ciblant les dépenses où nous avons une marge de manœuvre, sans abandonner aucune compétence, aucune politique publique et aucun gardois.

Bien sûr, nous sommes conscients des enjeux à venir et toujours soucieux d'améliorer les décisions qui devront être prises, notamment en améliorant nos outils de pilotage, recueil de données et prospective budgétaire notamment dans le domaine du social.

De plus, une démarche structurée de contrôle de gestion et de cartographie des risques a été mise en place.

Cette approche permet d'identifier de manière plus précise les principaux leviers d'action et de garantir ainsi une gestion sécurisée des deniers publics, dans un contexte national particulièrement instable.

Soucieux de fournir un effort à la hauteur des enjeux de notre collectivité, le Conseil Départemental s'engage également dans une évolution des pratiques de travail.

Cette démarche associée à un contrôle de gestion constitue un socle stratégique et indispensable pour anticiper et garantir la réussite des projets de notre collectivité.

Nous avons déjà adapté notre Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI). Nous avons renforcé nos outils de contrôle de gestion. Nous avons priorisé nos projets. Et nous continuerons à le faire, sans renier nos valeurs.

Décentralisation

Pour autant nous ne laisserons pas l'État nous dicter comment gérer notre département. Parce que nous connaissons nos territoires mieux que quiconque, parce que nous savons où sont les besoins. Et parce que la décentralisation, ce n'est pas un mot creux : c'est une réalité que nous défendons chaque jour.

Notre rôle, c'est de défendre les Gardois, de garantir les services publics, et de porter une vision pour notre territoire. Et c'est précisément ce que nous avons fait, malgré les contraintes, malgré les injonctions contradictoires de l'État, et malgré un système de financement absurde. Enfin, je veux insister sur un point essentiel : la CRC, dans ce rapport, ne pointe aucune dérive de gestion, aucun abus, aucune dépense inconsidérée liée aux élus, à la communication, aux frais de représentation ou autres.

Ce que la Chambre met en évidence, c'est l'incohérence du mode de financement des départements. Et sur ce point, nous la rejoignons.

Conclusion

Ce rapport de la CRC est un constat qui doit nous encourager dans la voie que les Gardois nous ont indiqué par leur vote.

Oui, nos finances sont sous tension. Mais nous agissons.

Oui, l'État n'est pas à la hauteur. Mais nous résistons.

Oui, les inégalités territoriales s'aggravent. Mais nous restons solidaires.

Nous continuerons à investir, parce que c'est ça qui crée de la richesse, de l'emploi, et de la stabilité.

Nous continuerons à protéger les plus fragiles, parce que c'est ça, notre raison d'être.

Et nous continuerons à nous battre pour une décentralisation

En effet ce rapport doit aussi être l'occasion de réclamer une fois de plus un vrai pacte de décentralisation.

Ce qui est certains, d'ores et déjà, c'est qu'il faut

Un financement pérenne et prévisible pour les départements, qui ne dépende pas des aléas du marché immobilier mais qui puisse s'appuyer sur des recettes diversifiées et avec une péréquation juste entre les territoires et un soutien accru de l'Etat.

Une compensation intégrale des charges que l'État nous impose, sans nous laisser assumer seul le reste à charge.

Une reconnaissance du rôle essentiel des départements dans la cohésion sociale et territoriale.

Les 46 élus que nous sommes et surtout les 3700 agents de ce département ne peuvent pas être des variables d'ajustement de l'impuissance politique nationale.

Pourquoi la crise nationale de la représentation que nous connaissons devrait forcément impacter nos territoires que nous gérons en bonne intelligence et de manière prudente ?

Enfin, mes chers collègues, je veux à nouveau remercier nos services qui ont répondu à plus de 70 questions et transmis 110 fichiers dans des délais extrêmement contraints, en parallèle de la préparation du budget 2025. C'est un travail lourd, coûteux, mais que nous avons voulu faire en toute transparence et avec beaucoup de sérieux.